

Réunion d'information

Médiation du 17 avril 2018



Saint-Lô

Le cadre juridique

- ✓ En 2012 la loi 2012-347 crée le RAPO (pas de décret).
- ✓ En 2016 la loi de modernisation de la justice du 21^e siècle prévoit l'**expérimentation** de la médiation préalable obligatoire dans les litiges en matière de fonction publique pour un :
 - règlement **amiable** des conflits,
 - **désengorgement** des tribunaux administratifs.

Art. 5 de la loi 2016-1547

Le cadre juridique

- ✓ Mission de **médiation** confiée aux CDG volontaires
- ✓ CDG 50 avec 45 autres (27 et 76 en Normandie)
- ✓ Tentative de **conciliation obligatoire** pour l'agent avant saisine du tribunal administratif

Décret 2018-101

Arrêté du 2 mars 2018

Le cadre juridique

- Entrée en vigueur : décisions intervenues à compter du **1^{er} avril 2018**
- Fin de l'expérimentation : 4 ans à compter de la loi 2016-1547, soit jusqu'au **18 novembre 2020**

Art. 5 de la loi 2016-1547

Les décisions concernées



- Litiges relatifs à la rémunération
- Refus de **détachement / disponibilité / congés sans solde**
- Refus de **réintégration** après détachement / disponibilité / congé parental / congé sans solde
- Litiges relatifs au **classement** suite à avancement de grade ou promotion interne
- Refus de **formation professionnelle**
- Refus d'**adaptation des postes de travail**

Les décisions non concernées

N'entrent pas dans le champ de l'expérimentation les décisions relatives :



- aux **concours**,
- au **recrutement**,
- à l'**inaptitude** médicale,
- au calcul des droits à la **retraite**,
- à la **discipline**,
- à la **fin des fonctions**.

Pourquoi le recours à la médiation ?

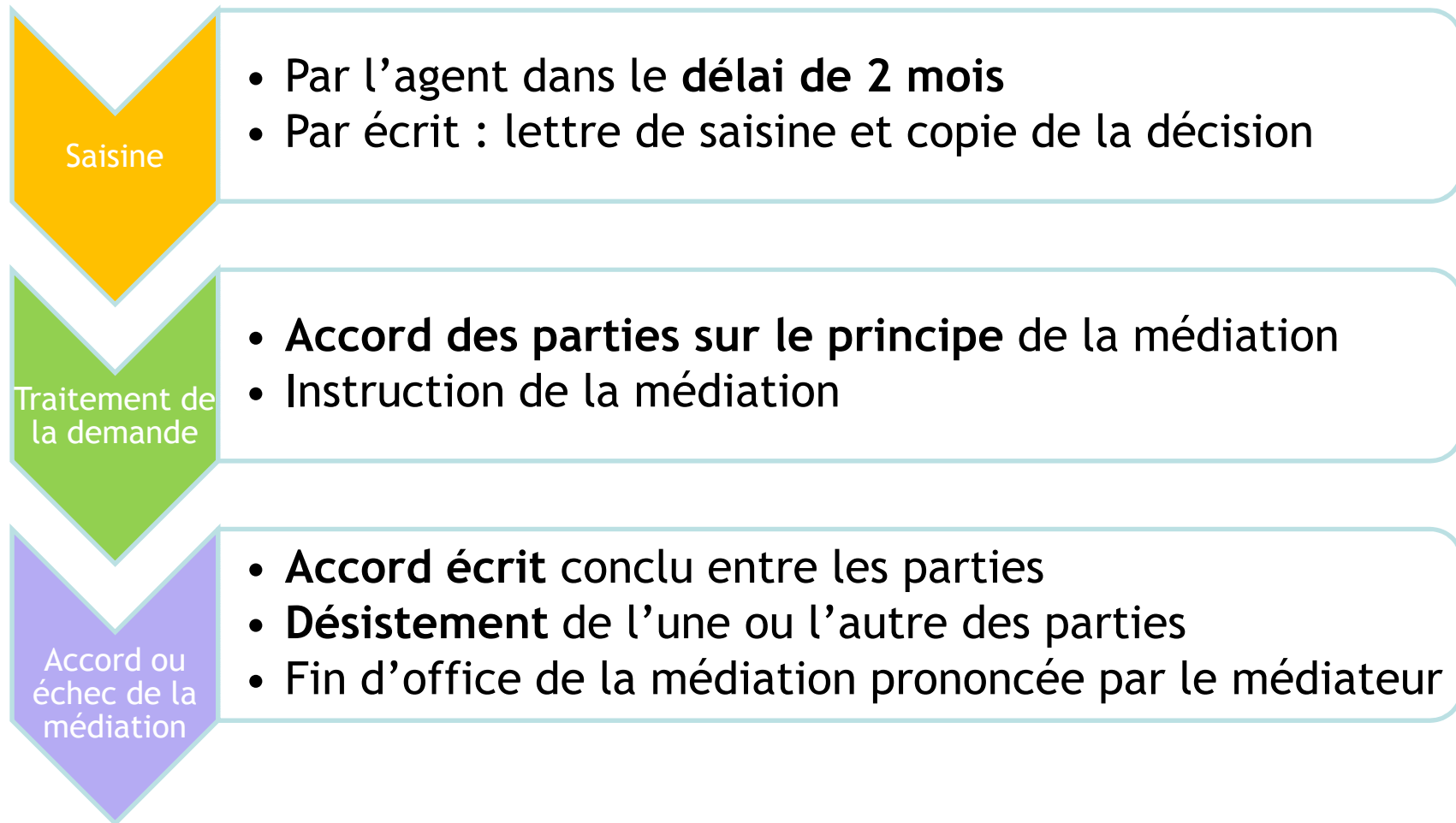
Avantages

- Éviter un contentieux avec l'agent
- Gagner du temps
- Réduire les coûts
- Favoriser la résolution de conflits
- Indépendance, impartialité du médiateur
- Trouver ensemble une solution pragmatique (au-delà de l'annulation d'un acte)

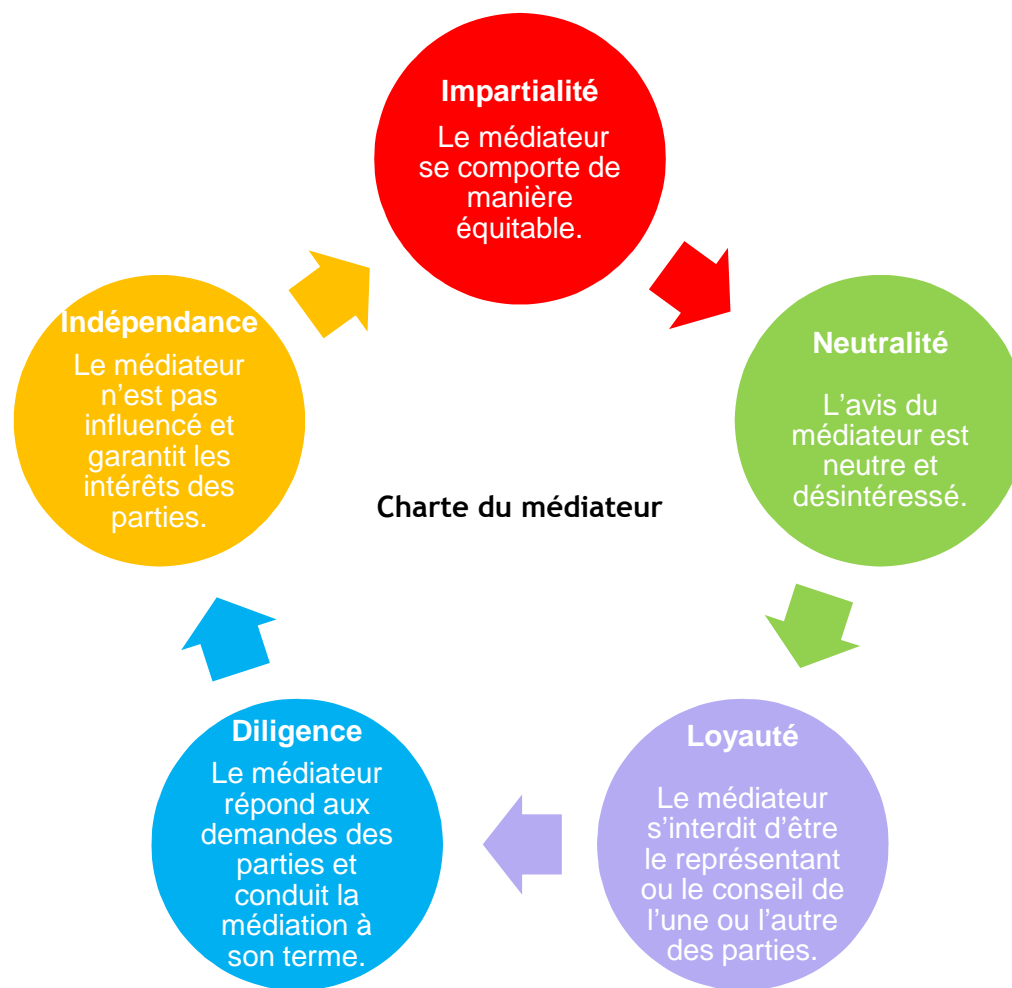
Les modalités d'adhésion

- ✓ Adhésion par **convention** avant le **1^{er} septembre 2018**
- ✓ **N'engage pas** sur l'acceptation d'une médiation selon les dossiers
- ✓ Actes concernés mentionneront l'obligation pour l'agent de saisir le médiateur
- ✓ Adhésion gratuite et facturation de 200 € (affiliés) / 400 € (non affiliés) par saisine, le cas échéant

Le déroulement d'une médiation



Les garanties



Les conditions d'exercice de la médiation



Réunion 17 Avril 2018



**Avez-vous des
questions ?**